



La lettre de la sénatrice

***Jeudi 8 décembre 2022
Lettre d'information bimensuelle n°38***

Mesdames, Messieurs, Chers (ères) collègues,

L'examen du projet de loi de Finances par le Sénat qui s'est terminé mardi par un vote solennel après trois semaines de débat laisse un goût amer aux sénateurs. Nombre d'entre eux ont dénoncé les conditions d'examen des différentes missions et s'interrogent sur le devenir de leurs amendements, en cas de recours probable au 49.3 à l'Assemblée nationale.

Les craintes sont grandes de voir annuler les acquis du Sénat en faveur des collectivités territoriales, **que ce soit l'assouplissement du filet de sécurité qui excluait initialement 40 % d'entre elles, la suppression du mécanisme d'encadrement des dépenses des collectivités ou bien encore l'annulation de la suppression d'impôts de production et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).**

Enfin, hier soir notre proposition de résolution suggérant de lancer un grand plan national de développement du transport ferroviaire a été votée par le Sénat. Elle prévoit le développement de pôles multimodaux, du fret ferroviaire mais également la réhabilitation des lignes ayant fermé au profit du routier, la diminution de la TVA sur l'achat de titres de transport et le gel des tarifs des billets de train. Ce consensus transpartisan est une reconnaissance du transport ferroviaire comme solution face aux enjeux écologiques et sociétaux.

Je reste à votre disposition et vous souhaite une bonne lecture.

Bien cordialement,

Marie-Claude VARAILLAS



PLF2023 : un budget frappé du sceau du 49.3

Mardi 6 décembre, avec mes collègues sénatrices et sénateurs du groupe Communiste, républicain, citoyen et écologiste (CRCE), je me suis prononcée contre le projet de loi de finances 2023.

Ce budget ne répond pas à la crise sociale et énergétique ainsi qu'aux enjeux environnementaux auxquels nous sommes confrontés. Le gouvernement persiste à s'opposer aux appels à la justice fiscale et à refuser la taxation des superprofits.

Le Parlement a vu son champ d'expression réduit d'abord par un 49.3 à l'Assemblée nationale. Au Sénat, notre droit d'initiative a été corseté par les règles de recevabilité financière et les temps de débats limités.

Les collectivités, privées de la fiscalité économique et de l'indexation de la DGF sur l'inflation, revendiquent aujourd'hui à juste titre le retour au tarif réglementé de l'électricité et du gaz. C'est la proposition de loi de mon groupe qui était débattue en hémicycle le mercredi 7 décembre.



PLF 2023 : un budget de l'Agriculture rejeté par le Sénat et pas abouti

Lors de l'examen du budget de l'Agriculture dans le cadre du projet de loi de finances 2023, mercredi 30 novembre, j'ai soutenu avec mes collègues du groupe communiste des amendements pour :

GRIPPE AVIAIRE:

- accélérer le calendrier prévisonnel de vaccination des palmipèdes et élaborer un plan national.
- rembourser les autocontrôles hebdomadaires des volailles élevées en plein-air dans de la cadre de la lutte contre l'influenza aviaire. Les éleveurs plein-air sont mobilisés pour lutter contre la propagation de l'IAHP mais elle a un coût important qui ne peut pas toujours être absorbé et qui met en difficulté un grand nombre d'entre eux, dont la crainte est de de ne pas pouvoir continuer leur activité.
- instaurer un fond d'indemnisation face à la grippe aviaire de 5 millions d'euros en attendant l'arrivée du vaccin, annoncée au plus tôt à la fin de l'hiver 2023.

SOUTENIR L'ONF:

- Créer 4000 postes de fonctionnaires assermentés à l'Office national des forêts (effectifs de 1999) pour répondre aux circonstances climatiques actuelles et éviter de fortes dépenses de gestion de crise (incendies, épidémies sanitaires).

CANTINE SCOLAIRE:

- revaloriser de 20 centimes l'aide à la confection des repas de restauration collective pour atteindre les objectifs de la loi EGALIM et faire face à la hausse des coûts.

Malheureusement le temps imparti pour l'examen du budget de l'Agriculture et de l'alimentation (4h) ne nous a pas permis d'aller au bout de la discussion; situation unanimement regrettée par tous les groupes politiques et le président de séance.

Les conditions d'examen n'ayant pas permis d'avoir un débat argumenté et des explications de vote, l'ensemble des groupes ont retiré leurs amendements, faute de temps, et le budget pour l'Agriculture a été rejeté à 238 voix CONTRE et 55 POUR.

N° 144
SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2022-2023

Enregistré à la Présidence du Sénat le 28 novembre 2022

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

EN APPLICATION DE L'ARTICLE 34-1 DE LA CONSTITUTION,

pour le développement du transport ferroviaire,

PRÉSENTÉE

Par M. Gérard LAHELLEC, Mmes Marie-Claude VARAILLAS, Cathy APOURCEAU-POLY, Éliane ASSASSI, MM. Jérémy BACCHI, Éric BOCQUET, Mmes Céline BRULIN, Laurence COHEN, Cécile CUKIERMAN, M. Fabien GAY, Mme Michelle GRÉAUME, M. Pierre LAURENT, Mme Marie-Noëlle LIENEMANN, MM. Pierre OUZOULIAS et Pascal SAVOLDELLI,

Sénateurs et Sénatrices

Vote par le Sénat de la résolution CRCE pour le développement du transport ferroviaire

Le 7 décembre, la proposition de résolution visant à développer le transport ferroviaire que j'ai déposée avec mon collègue Gérard Lahellec et co-signée par mon groupe parlementaire a été débattue dans l'Hémicycle.

Depuis 1930, la moitié du réseau ferroviaire français a disparu quand le fret ferroviaire a été divisé par 5 en 50 ans pour ne représenter aujourd'hui que 9% du transport intérieur des marchandises.

Abandonné des politiques d'investissements publics, le maillage du rail français a été détricoté et le prix des billets a explosé, avec des augmentations de près de 15% entre avril 2021 et avril 2022. **Suppressions de trains, retards, surcharges, le service ferroviaire est aujourd'hui insuffisant, onéreux et dégradé. En atteste le dernier contrat de performance liant l'État et SNCF Réseau qui ne prévoit la modernisation des équipements et**

installations que sur les lignes les plus captives.

Le transport ferroviaire se présente pourtant comme une solution durable pour faire face aux enjeux écologiques, économiques et sociaux.

À l'occasion de la COP 27, le Haut Conseil pour le Climat a mis en évidence la trop forte contribution du secteur des transports dans l'émission de gaz à effet de serre. 95% de ces émissions sont imputables aux seuls camions et voitures. En effet, le rail émet 8 fois moins de particules nocives, consomme 6 fois moins d'énergie et émet 9 fois moins de CO2 que le transport routier.

- **Il est la possibilité, pour tous, de se déplacer, d'aller travailler, étudier, de faire vivre ses relations sociales, amicales et familiales, c'est aussi accéder aux soins et pouvoir partir en vacances. Le train ouvre l'égalité des citoyens devant la mobilité.**

Notre proposition de résolution suggère ainsi de lancer un grand plan national de développement du transport ferroviaire, accompagné :

- De la rénovation des petites lignes ;
- Du développement des pôles multimodaux ;
- Du développement du fret ferroviaire ;
- De la réhabilitation des lignes ayant fermé au profit du routier;
- De la diminution de la TVA sur l'achat de titres de transport ;
- Du gel des tarifs des billets de train.

Alors que les émissions de gaz à effet de serre tuent prématurément entre 50 000 et 100 000 personnes chaque année en France, il est urgent d'opérer un changement dans nos modes de transport.

Un consensus transpartisan était ressorti des discussions sur le PLF 2023 pour faire du transport ferroviaire une cause nationale. Nous nous félicitons que cette proposition de résolution portée par mon groupe parlementaire ait été votée.



PLF2023 : Un budget de l'écologie en hausse pour faire face au coût de l'énergie

Vendredi 2 décembre, le Sénat examinait le budget "écologie, développement et mobilités durables" pour lequel j'étais chef de file du groupe communiste.

Nous avons besoin de réformes structurelles. Adaptation de nos forêts, de nos bâtiments et de nos infrastructures, rénovation efficace de nos logements, investissements dans le transport responsable de 30 % de nos gaz à effet de serre et tout cela nécessite des investissements importants.

Le budget en faveur de l'écologie affiche certes une hausse notoire mais intègre près de 9 milliards destinés à financer des aides aux consommateurs et notamment le bouclier tarifaire dans le même temps où TOTAL enregistre des bénéfiques records sans parler des plus de 2 milliards de dividendes exceptionnels annoncés.

Par un amendement que j'ai déposé et qui a été adopté avec avis de sagesse du Gouvernement, le réseau consulaire des CCI et CMA pourrait bénéficier de l'amortisseur électricité.

[Retrouvez mon intervention](#)

N° 66 SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2022-2023

Enregistré à la Présidence du Sénat le 24 octobre 2022

PROPOSITION DE LOI

visant à protéger les collectivités territoriales de la hausse des prix de l'énergie en leur permettant de bénéficier des tarifs réglementés de vente de l'énergie,

PRÉSENTÉE

Par M. Fabien GAY, Mmes Céline BRULIN, Cécile CUKIERMAN, Michelle GRÉAUME, M. Pascal SAVOLDELLI, Mmes Cathy APOURCEAU-POLY, Éliane ASSASSI, MM. Jérémy BACCHI, Éric BOCQUET, Mme Laurence COHEN, MM. Gérard LAHELLEC, Pierre LAURENT, Mme Marie-Noëlle LIENEMANN, M. Pierre OUZOULIAS et Mme Marie-Claude VARAILLAS,

Sénateurs et Sénatrices

PPL visant à protéger les collectivités territoriales de la hausse des prix de l'énergie en leur permettant de bénéficier des tarifs règlementés de vente de l'énergie

Le 7 décembre, nous débattions de la proposition de loi visant à protéger les collectivités territoriales de la hausse des prix de l'énergie en leur permettant de bénéficier des tarifs règlementés de vente de l'énergie, déposée par mon groupe parlementaire et inscrite au débat dans le cadre de notre niche parlementaire.

Depuis le mois de septembre 2021, nous connaissons un emballement historique des prix de l'énergie, accentué par le conflit ukrainien et porté à plus de 52% depuis 10 ans.

Pour les collectivités qui ne bénéficient pas des tarifs règlementés de vente, l'augmentation des factures énergétiques est comprise entre 30 à 300 %, ce qui est difficilement absorbable dans un contexte toujours marqué par une asphyxie financière des collectivités.

Les services publics locaux essentiels sont mis en danger : baisse du chauffage dans les établissements scolaires, EHPAD et bâtiments publics, fermeture des centres sportifs, réduction de l'éclairage public, et par effet domino, baisse des investissements.

[Lire la suite](#)



Accueil des élus au Congrès des maires

Mercredi 23 novembre, j'accueillais les élus de la première et troisième circonscriptions de la Dordogne, avec mon collègue Serge Mérillou, pour échanger sur nos travaux et visiter le Sénat, dans le cadre du 104e Congrès des Maires et Président des intercommunalités.

Les maires sont les élus de terrain par excellence; ils sont les premiers témoins des difficultés sociétales et participent par leur vigilance et sens de l'anticipation à la qualité de nos travaux au Sénat. C'est pourquoi, j'ai toujours à cœur d'échanger avec vous et de venir à votre rencontre.

Actualité en circonscription



Sainte-Barbe à Ribérac

Samedi 3 janvier, je participais à la cérémonie départementale de la Sainte Barbe au Centre de Secours de Ribérac qui a connu le 20 juin dernier une tempête de grêle dont les habitations gardent encore les stigmates.

Hommages et décorations ont été rendus aux sapeurs pompiers pour leur dévouement et leurs actes de courage durant cet été qui les a aussi beaucoup mobilisés sur les feux de forêts avec près de 400 hectares brûlés.

Cérémonie qui a également mis à l'honneur des employés d'une enseigne de bricolage de Chancelade venus aider dans les premières heures du sinistre.

Le SDIS24 compte 33 000 interventions en 2022 soit une augmentation de 14 % par rapport à l'année dernière.



À la rencontre des lycéens de Laure Gatet

A l'invitation des professeurs d'Histoire-Géographie du lycée Laure Gatet de Périgueux, j'ai rencontré des élèves de Première pour un échange franc et sans concession sur le fonctionnement de nos institutions, la Ve République et la fabrication de la loi.

Deux heures revigorantes aux côtés d'une jeunesse mobilisée sur les enjeux environnementaux, sociaux et internationaux.

De futurs citoyennes et citoyens que j'aurai le plaisir d'accueillir en début d'année au Sénat.



Entretien avec l'intersyndicale des retraités

Vendredi 25 novembre, j'ai accueilli une délégation de l'intersyndicale des retraités de la Dordogne qui a souhaité m'interpeller sur la baisse du pouvoir d'achat, le coût de l'énergie et la gestion des déchets en Dordogne.

Leurs préoccupations sont les miennes dans nombre des travaux parlementaires que je mène et les amendements déposés au projet de loi de finances et



Entretien avec l'association de la Libre-Pensée

Vendredi 25 novembre, je rencontrais une délégation départementale de la Libre-Pensée pour évoquer la proposition de loi visant à réhabiliter les militaires « fusillés pour l'exemple » durant la Première Guerre mondiale.

Adoptée à l'Assemblée Nationale le 13 janvier 2022, elle attend son inscription à l'agenda du Sénat pour réhabiliter les militaires condamnés à mort pour

projet de loi de la sécurité sociale pour 2023, sont autant d'outils pour faire bouger les lignes et interpeller le Gouvernement sur les difficultés rencontrées par la population et nos retraités pour vivre dignement.

désobéissance militaire par les conseils de guerre spéciaux créés par le décret du 6 septembre 1914.

Je soutiendrai cette proposition de loi afin de voir aboutir une reconnaissance légitime de ces hommes.

Dernières propositions de loi et de résolution du groupe CRCE

Proposition de loi visant à protéger le pouvoir d'achat des aides à domicile et à favoriser l'attractivité des métiers

Lire la proposition de loi : [ici](#).

Proposition de loi constitutionnelle confortant le principe de laïcité par la consécration du deuxième article de la loi de 1905

Lire la proposition de loi constitutionnelle : [ici](#).

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, proposant au Gouvernement de sortir le système électrique des mécanismes concurrentiels

Lire la proposition de résolution : [ici](#).

Proposition de loi visant à renforcer la régulation des pratiques commerciales des opérateurs de paris sportifs

Lire la proposition de loi : [ici](#).

“
Questions écrites au
gouvernement”



[Retrouvez les dernières questions écrites adressées aux membres du Gouvernement: ici](#)

Marie-Claude Varailles
Espace Aragon
1 Pl. du 08 Mai 1945
24000 Périgueux
mc.varailles@senat.fr
06-33-36-06-85



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur Marie-Claude Varailles.

[Se désinscrire](#)

